

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance Ordinaire du 23 MAI 2024**

L'an deux mille vingt-quatre  
Et le vingt-trois du mois de MAI

Membres en exercice :	29
Membres présents :	23
Procurations :	5
VOTES :	28
POUR :	28
CONTRE :	/
ABSTENTIONS :	/
Date de convocation :	17/05/24

Le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, s'est rassemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire.

**ÉTAIENT PRÉSENTS** : MM/MMES SPAGNOU D. TEMPLIER JP. REYNIER C. PELOUX N. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. LOUVION C., GARCIN F. GALLO C. CLARES P. BOY JP., JOURDAN E., ODDOU S. MUNS A. SCHMALTZ E. PAYAN L. MORARD S., PICHON H. CLEMENT JL. JAFFRE S., SEBANI S., FERAUD S.

**PROCURATIONS** : BRUNET M. à CODOUL B., TOUCHE C. à TEMPLIER JP., PERARD F. à PELOUX N., RODRIGUEZ C. à SCHMALTZ E., GALANTINI V. à GHERBI C.

**ABSENT EXCUSE** : DERDICHE C.

M. Hugo PICHON est élu secrétaire de séance.

**2024-05-05-SG**

**OBJET : SIGNATURE D'UNE CONVENTION RELATIVE A LA GESTION ET L'ORGANISATION DU SERVICE COMMUN POUR L'INSTRUCTION DES DECLARATIONS ET DES AUTORISATIONS PREALABLES DE PUBLICITE EXTERIEURE**

Le rapporteur expose que la loi climat et résilience du 22 août 2021 et notamment son article 17, prévoyait au 1<sup>er</sup> janvier 2024 le transfert de compétence « police de la publicité » aux présidents des EPCI (non compétents en matière de PLUi et RLPi), en ce qui concerne les communes de moins de 3500 habitants.

Le décret N°2023-1409 du 29 décembre 2023, qui modifie diverses dispositions du code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes, aux pré-enseignes et aux paysages, revient sur ce transfert et prévoit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, la décentralisation de la police de la publicité aux Maires, quel que soit la population de la commune et non plus à l'EPCI.

A cet effet il est nécessaire de signer une convention entre la commune et la Communauté de Communes Sisteronaises Buëch qui définit les modalités de travail en commun entre le maire, autorité compétente pour délivrer les autorisations de publicité extérieure, et le service instructeur ADS de la CCSB.

Il y a lieu d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention avec la CCSB relative à la gestion et l'organisation du service commun pour l'instruction des déclarations et des autorisations préalables de publicité et toutes les pièces qui s'y rapportent.

Où cet exposé et après en avoir délibéré,  
**LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'UNANIMITE**

**APPROUVE** La Convention relative à la gestion et l'organisation du service commun pour l'instruction des déclarations et des autorisations préalables de publicité extérieure.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention avec la CCSB et toutes les pièces qui s'y rapportent.

POUR COPIE CONFORME,  
Le Maire,  
D. SPAGNOU